

VOILA LE PLAN DE LA C. G. P. F.

La Rocque, Doriot, Daladier, Reynaud et C^{ie} !

Le Temps, organe du Comité des Forges et du Quai d'Orsay, a publié le 7 décembre une conférence de M. Olivier, président général des Fondrières de France.

Voici les déclarations essentielles de ce fasciste féroce, patron, avec des dizaines d'autres, des La Rocque, Doriot, Reynaud et Cie :

« Depuis 1936, nous avons fait, dit-il, 40 heures pour le prix de 48 heures; demain il faudra faire 48 heures pour le prix de 40. Les heures supplémentaires sont un remède insuffisant. Ce qu'il faut, c'est vendre beaucoup, donc produire beaucoup et abaisser les prix de revient... »

M. Olivier a ensuite exposé un programme dont voici les principales propositions : dissolution des partis marxistes; arrestation des fauteurs de désordre; surveillance des étrangers; réalisation de la concorde sociale par l'union des classes; mobilisation industrielle et civile; service de trois ans; organisation d'une armée coloniale égale à l'armée métropolitaine; fabrication du matériel nécessaire à 3 ou 4 millions de soldats ce qui représente au travail 10 millions d'ouvriers environ.

L'orateur a également insisté sur la nécessité de réduire des dépenses qui sont de l'ordre de 130 milliards, pour une productivité de 220 milliards. Il faut ramener ces dépenses à 50 ou 60 milliards seulement.

M. Olivier estime qu'on peut récupérer une quarantaine de milliards sur les chemins de fer, les monopoles ruineux, les mines, les fonctionnaires en surnombre, les écoles sans écoliers, etc. »

Voilà le programme du fascisme français, dans toute sa brutalité et son matérialisme sordide.

Voilà contre quoi le front unique de défense des exploités doit se souder. Contre ce programme de réaction, de misère, de guerre, la lutte doit reprendre, pour

l'EXPROPRIATION DES GRANDES INDUSTRIES, SANS RACHAT NI INDEMNISATION.

LA NATIONALISATION DU CREDIT.

LES LOIS SOCIALES AUX DEPENS DU BUDGET DE GUERRE.

LE POUVOIR AUX EXPLOITES DANS LEURS COMITES.

C'est la voie tracée par le Parti-Ouvrier Internationaliste.

Pour l'unité Révolutionnaire

Le P.O.I.

veut resserrer

l'unité d'action avec le P.S.O.P.

La défaite de la grève générale, le 30 novembre, met plus que jamais à l'ordre du jour la nécessité du Front unique ouvrier de défense. L'expérience des dernières semaines permet à tous les militants de comprendre mieux encore qu'auparavant, que l'action pour le front unique prolétarien passe d'abord par le regroupement de l'avant garde.

C'est dans la mesure où les ouvriers du P.C., du P.S., de la CGT constateront un rapprochement de plus en plus intime des organisations révolutionnaires ou évoluant à gauche qu'ils seront touchés plus directement, plus vivement par notre action commune pour la constitution du Front unique; qu'ils feront pression, dans leurs organisations, sur leurs dirigeants nationaux, régionaux ou locaux pour aboutir à la constitution du Front unique. La réalisation, même partielle, même locale, même isolée d'un tel Front unique constituerait un succès considérable pour le retour des ouvriers dans la voie de la lutte révolutionnaire.

C'est pourquoi le P.O.I. s'est déclaré dès après Munich, partisan de l'unité entre le P.O.I. et le P.S.O.P. C'est pourquoi son C.C. a présenté au PSOP des propositions précises à ce sujet :

1) fusion des deux partis par la voie d'un Congrès préparé en commun.

2) Discussion immédiate du sommet à la base, entre les deux organisations sur le programme général et le programme d'action (nots d'ordre immédiat) ; le POI propose le programme de la IV^e Internationale.

3) Fusion dans la délimitation politique et la démocratie prolétarienne avec possibilité pour chaque organisation de posséder ses propres organes (journaux, revues, affiliation internationale).

4) Après le Congrès commun, et sur cette base, discipline des minorités dans l'action.

Les militants du PSOP ont réservé à ces propositions un accueil favorable. Ils comprennent la nécessité de cette unité ; d'une discussion politique franche et ouverte, permettant de repousser la politique opportuniste, d'aboutir à la constitution d'un parti révolutionnaire, débarrassé de l'emprise de la maçonnerie, du pacifisme bourgeois, du réformisme syndical, de l'électoratisme.

Mais ces propositions continuent à se heurter à un refus total de la CAP du PSOP. De ce refus, nous n'avons reçu aucune explication, aucune réponse écrite même.

Nous sommes trop conscients de la nécessité de cette unité pour nous arrêter là. Nous voulons l'unité. Nous ferons tout pour y parvenir. Nous maintenons intégralement nos propositions. Nous en demandons la discussion au PSOP, du sommet à la base.

Après avoir refusé de discuter nos propositions, la CAP du PSOP nous a déclaré comprendre, comme nous, la nécessité du Front unique entre le PSOP et le POI, et vouloir travailler avec nous à l'organiser le plus étroitement, le plus efficacement possible. Nous pensons qu'entre le PSOP et le POI, le problème du front unique est

dépassé, par la situation objective, nous estimons que le succès même d'un front unique ouvrier réel est subordonné à l'unification, sur une base marxiste, des organisations d'avant-garde. Pourtant, nous sommes prêts, naturellement, à faire avec les camarades du PSOP, tous les pas en commun qu'il nous est actuellement possible de faire.

Et nous sommes heureux de pouvoir réaliser de telles actions de Front unique, comme cette semaine même, avec la XV^e section PSOP. Mais il est évident qu'à l'échelle actuelle de la situation et aussi de nos organisations, de telles actions locales, occasionnelles, isolées, sont tout à fait insuffisantes. Le minimum exigé par la situation est la constitution, de la base au sommet, partout où nous possédons en commun des forces, de COMITES PERMANENTS DE FRONT UNIQUE sur une base sérieusement étudiée, avec une perspective de travail à longue portée, travaillant à y attirer le plus d'organisations ouvrières possibles. Nous regrettons que la CAP du PSOP ne comprenne pas, comme nous, cette nécessité. Ces camarades ne paraissent nous proposer actuellement le Front Unique que pour empêcher par ainsi dire, que se pose entre nos militants le problème de l'unité. Il résulte de cette méfiance que, dans la réalisation du Front unique, on voit trop souvent malheureusement se manifester des réticences, des hésitations, des reculs, des limitations préjudiciables à l'efficacité de l'action commune et, conséquemment, à la portée de cette action sur les ouvriers.

Prenez un exemple. A la suite de nos nombreuses propositions de front unique, il avait été convenu que le PSOP convoquerait, quand nécessaire, les organisations pour une action éventuelle. Après les décrets-lois Reynaud et devant la perspective de la grève générale, la CAP du PSOP nous convoqua, avec une série d'autres organisations. Le POI arriva à ces réunions avec une série de propositions précises :

1) Vu la situation, former un comité permanent de front unique, comprenant les délégués des organisations participantes dans le but d'établir un plan d'agitation et de travail communs et de suivre l'évolution de la situation ;

2) Inviter, sur la base de l'autonomie syndicale, toutes les organisations syndicales possibles, comme le Cercle syndicaliste lutte de Classes, la CGT SR, la Révolution Proletarienne, la Fédération des Techniciens etc., à participer à ce Comité.

3) En vue de la grève, convoquer une réunion commune de tous les responsables locaux et d'entreprises des organisations participantes pour étudier les possibilités et les modalités des actions à mener sur le terrain des entreprises et des quartiers.

4) Examiner la situation en vue de fixer les objectifs de l'agitation commune. Le POI proposait, comme point de départ pour la discussion, l'esquisse suivante :

(Lire la suite page 4)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

AMNISTIE TOTALE pour les victimes de la répression capitaliste !

Les travailleurs doivent forger la nouvelle direction de leurs luttes

MM. Thorez et Blum parlent de « redressement », mais ils préconisent exactement la même politique qui a engendré la catastrophe! La meilleure et la plus récente des preuves, Thorez nous la donne dans son dernier discours où il demande un « gouvernement d'union de la France et de l'étranger Front Français » pour réaliser une politique de guerre et de surarmement. Il n'accuse pas Daladier d'écraser les pauvres sous le poids du fardeau de la guerre. Il l'accuse au contraire de saboter la Défense Nationale et de « diviser les Français ».

Mais comment renforcer la Défense nationale en régime capitaliste ? Cela est seulement possible selon la loi du régime en augmentant les profits des marchands de canons, et en diminuant le niveau de vie des masses. Sinon, il faut supprimer le régime du profit, et cela pour M. Thorez, c'est de la « provocation trotskyste ».

Les ouvriers diminués dans leurs salaires et dans leurs droits, emprisonnés, brutalisés, contraints de travailler sous la menace du mousqueton, les fonctionnaires et les paysans, qui constatent la hausse vertigineuse du coût de la vie, éprouvent une violente colère contre les décrets-lois Daladier-Reynaud. Les discours des chefs « socialistes » et « communistes » s'efforcent dans le ton, d'exprimer cette colère. Mais dans le ton seulement. Les solutions et la politique restent les mêmes qu'auparavant. Ainsi MM. Blum et Thorez ne préparent pas un redressement, mais si la bourgeoisie le juge utile et le leur permet, ils préparent une nouvelle faillite qui, cette fois-ci, peut être absolue et définitivement fatale pour le peuple travailleur. La bourgeoisie le leur permettra-t-elle ? Cela dépend si elle en aura ou non besoin. Mais on peut prédire que si la colère des masses sous le coup des décrets-lois et de la répression, s'accroît, elle ne manquera pas à nouveau d'utiliser d'une manière encore plus cynique les services des partisans de « l'unité française ». C'est une raison essentielle pour les éliminer de la direction du mouvement de lutte pour le redressement et la revanche.

Les discours de Daladier et de Reynaud n'ont fait que confirmer leurs déclarations antérieures. Ils ont pris cyniquement la responsabilité de la répression et de la politique de misère. Notons que M. Reynaud fut particulièrement ménagé par l'opposition. C'est pourtant lui l'auteur des décrets-lois.

Mais, comme il est candidat au gouvernement d'unité française voulue par Thorez... il trouve grâce devant le furieux adversaire des décrets-lois qu'est M. Thorez. Ceci donne la mesure de la volonté de lutte des dirigeants staliniens. Il se f... des décrets-lois : ce qu'ils veulent, c'est que les ordres de Moscou soient obéis.

Raisons de plus pour organiser avec les ouvriers communistes, le front ouvrier et paysans contre les décrets-lois ! Dans l'action, les camarades du P.C. verront jusqu'où iront leurs dirigeants... jusqu'à M. Paul Reynaud, auteur des décrets-lois Daladier-Reynaud.

Comment va évoluer la situation après l'échec de la grève générale ? La classe ouvrière a éprouvé dans sa chair, dans sa liberté, dans son niveau de vie, le poids de la défaite de la grève générale. Mais dans le même temps, elle sent que cette défaite a été provoquée principalement par les directions de la CGT, du P.S., P.C. Le résultat est toujours de provoquer une certaine désaffection, un certain découragement. Mais, un tel résultat, tant que la victoire décisive n'a pas été obtenue par les deux camps, est loin de signifier que la classe ouvrière ait dit son dernier mot, et soit prête à accepter le fascisme. La classe ouvrière espagnole a subi au cours de sa révolution depuis 1931 plusieurs défaites, encore plus graves que la classe ouvrière de France.

(Lire la suite page 2)

Les leçons de la grève générale du 30 Novembre

Il faut restaurer les droits des délégués d'entreprises



Aujourd'hui, nous pouvons mesurer toute l'ampleur des conséquences de l'aveuglement du 30, pour laquelle sont responsables, au même titre en définitive, tous les dirigeants de la CGT, staliniens ou non.

Dès juin 36, notre camarade Trotsky avait, dans notre Lutte ouvrière, tracé les perspectives de la « révolution commencée ». Après la victoire ouvrière, contre-offensive de la bourgeoisie. Depuis juin 36, nous n'avons cessé d'expliquer dans notre journal, dans toute notre activité, où conduirait la politique de collaboration des classes de Front populaire. Nous avions prévu la faillite de cette politique, la dislocation de ce « front parlementaire » appuyé sur de vastes rassemblements de masses exploitées, dupées, trahies. Nos efforts constants, multipliés, n'ont pu réussir à engager la classe ouvrière dans un front unique prolétarien qui se substituerait dans la lutte des classes au Front populaire. Et la bourgeoisie a pu mener sa politique jusqu'au bout, utiliser à fond, pour ses intérêts, pour la défense de son régime, les possibilités immenses que lui offrait sa collaboration avec les directives des grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Cette collaboration officielle devenue inutile pour la conduite de ses affaires, la bourgeoisie la rejette. Son parti démocratique exécute ses ordres : le parti radical fait retomber cette faillite sur l'allié le plus puissant : le parti communiste ou plus exactement ex-communiste.

La politique de soumission des intérêts ouvriers aux intérêts de la bourgeoisie, en l'espèce à sa défense nationale, trouve son premier grand couronnement dans l'aveuglement du 30 novembre.

Dans l'aviation, les arsenaux, les mines, les 40 heures étaient déjà devenus un souvenir. L'accroissement ininterrompu du coût de la vie avait annihilé et de loin les augmentations des salaires. Dans les entreprises, les rapports entre patrons et ouvriers se modifiaient insensiblement en faveur des premiers.

Ainsi, les cliques alliées à la direction de la CGT lançaient un mot d'ordre de grève général démonstrative de 24 heures, en restant chez soi, dans une situation de recul ouvrier sans cesse accentué et d'offensive bourgeoise sans cesse affirmée. Ce ne pouvait être qu'une aventure désastreuse pour la classe ouvrière.

Comment se traduisent les conséquences de la défaite ?

D'abord, une division sérieuse entre la masse des travailleurs de l'industrie privée et la masse des travailleurs de l'Etat et des Services publics. En même temps, une division au sein des masses ouvrières, sur le terrain de

l'entreprise, source d'un développement possible des organisations professionnelles et corporatives du fascisme français.

Dans les entreprises et plus particulièrement dans la métallurgie parisienne les conséquences du 30 sont incalculables. Bien sûr, pourront dire des camarades, mais la province a bien marché le 30. Oui, elle a mieux répondu que Paris, mais c'est sur Paris que le gouvernement et le patronat ont concentré leurs forces pour couper la tête du prolétariat de tout le pays.

La répression gouvernementale se traduit par des centaines de condamnations à des peines de prison. Le patronat et le gouvernement ont multiplié les locks-outs pour briser les rapports établis par juin 36 entre le patronat et le salariat.

Les locks-outs ont été accompagnés de licenciements individuels massifs des grévistes et de leur réembauche individuelle avec sélection. Paris-Soir du 5 décembre publie une déclaration « d'une personnalité de la Confédération Générale du Patronat Français ». Citons-la :

POURQUOI

LE « REEMBAUCHAGE » ?

— A quoi sert, alors la formation du réembauchage, et pourquoi ne pas avoir simplement permis aux ouvriers de reprendre leur travail ?

— Le réembauchage nous permet d'abord d'accomplir une opération de triage et de choix. D'autre part, il nous donne les avantages suivants :

1) La loi sur les congés payés les fixe à 15 jours pour une année de présence sans interruption et à six jours pour moins d'une année. Or, le gréviste soumis le 5 décembre au réembauchage aura perdu, en juillet prochain, le bénéfice d'une année de présence sans interruption et son congé tombera à 6 jours ;

2) Il perd aussi son ordre d'ancienneté dans l'entreprise, ce qui est important si le travail vient à manquer : l'usage veut que les licenciements soient faits selon le moindre degré d'ancienneté ;

3) Enfin, le gréviste réembauché ne peut être élu délégué cette année ou le rester s'il l'était, car la loi impose une ancienneté d'un an dans l'entreprise pour la fonction de délégué. Il ne peut être électeur avant trois mois : c'est le délai qu'impose la loi pour le bulletin de vote.

(Lire la suite page 3)

VENDREDI

16 DÉCEMBRE 1938

3^e Année — Numéro 402

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
 Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Karl Kautsky

La mort de Karl Kautsky est passée inaperçue. A la jeune génération ce nom dit relativement peu. Il fut cependant un temps où Kautsky était dans le véritable sens du mot le maître qui enseignait à l'avant-garde prolétarienne internationale. Certes, son influence dans les pays anglo-saxons, particulièrement aussi en France, fut moins considérable ; dans ces pays exerçant

par la faible influence du marxisme en général dans ces pays ; par contre, en Allemagne, en Autriche, en Russie et dans les autres pays slaves, Kautsky était devenu une autorité marxiste indiscutable. Les tentatives de l'historiographie actuelle du Comintern de présenter les choses comme si Lénine, presque dans ses jeunes années, avait vu en Kautsky un opportuniste et lui avait déclaré la lutte, sont radicalement fausses. Presque jusqu'à la guerre mondiale, Lénine considérait Kautsky comme le véritable continuateur de la cause de Marx et d'Engels.

Cette aberration s'expliquait par le caractère de l'époque, qui fut une ère d'essor capitaliste, de démocratie, d'adaptation du prolétariat. Le côté révolutionnaire du marxisme s'était changé en une perspective indéfinie, en tout cas, lointaine. La lutte pour les réformes et la propagande étaient à l'ordre du jour. Kautsky s'occupait de commenter et de justifier la politique de réforme du point de vue de la perspective révolutionnaire. Il allait de soi qu'avec le changement des conditions objectives, Kautsky saurait armer le parti d'autres méthodes. Il n'en fut pas ainsi. L'apparition d'une époque de grandes crises et de grandes secousses révéla le caractère fondamentalement réformiste de la social-démocratie et de son théoricien Kautsky. Lénine rompit résolument avec Kautsky au commencement de la guerre. Après la révolution d'octobre, il publia un livre impitoyable sur le « renégat Kautsky ». Pour ce qui est du marxisme, Kautsky dès le début de la guerre se conduisit comme un incontestable renégat. Mais pour ce qui est de lui-même, il ne fut un renégat envers son passé, pour ainsi dire, qu'à moitié : quand les problèmes de la lutte des classes se posèrent dans toute leur acuité, Kautsky se trouva contraint de tirer les dernières conclusions de son opportunisme organique.

Kautsky laisse indubitablement de nombreux travaux de valeur dans le champ de la théorie marxiste, qu'il appliqua avec succès dans les domaines les plus divers. Sa pensée analytique se distinguait par une force exceptionnelle. Mais ce n'était pas l'intelligence créatrice universelle de Marx, d'Engels ou de Lénine : Kautsky fut toute sa vie, au fond, un commentateur talentueux. Son caractère comme sa pensée manquaient de l'audace et de l'envol sans lesquels la politique révolutionnaire est impossible. Dès le premier coup de canon, il occupa une position pacifiste mal définie, il devint ensuite un des chefs du parti social-démocrate indépendant qui tenta de créer une internationale 2 1/2 puis, avec les débris du parti indépendant le rentra sous l'aile de la social-démocratie. Kautsky ne comprit rien à la révolution d'octobre, eut devant elle l'effroi du petit bourgeois savant et lui consacra pas mal de travaux pénétrés d'un esprit d'hostilité acharnée. Ses œuvres dans le dernier quart de siècle se caractérisent par un complet déclin théorique et politique.

L'effondrement de la social-démocratie allemande et autrichienne fut aussi l'effondrement de toutes les conceptions réformistes de Kautsky. Certes, il continuait encore à affirmer dans les derniers temps qu'il espérait en un « avenir meilleur », en une « régénérescence » de la démocratie, etc. ; cet optimisme passif n'était que l'inertie d'une longue vie laborieuse et, à sa manière, honnête, mais il ne contenait aucune perspective indépendante. Nous nous souvenons de Kautsky comme de notre ancien maître à qui en son temps, nous avons dû beaucoup, mais qui s'est séparé de la révolution prolétarienne et de qui, par conséquent, nous avons dû nous séparer.

le 8 novembre 1938.
Coyoacan, D. F.

L. TROTSKY.

APRÈS LES GRÈVES DU 30 NOVEMBRE

Il faut une nouvelle direction

(Suite de la page 1)

Pour ne prendre qu'un exemple, 18 mois après les Asturies, elle prenait le pouvoir de fait, malgré ses chefs traités. La classe ouvrière de France vient d'éprouver d'une manière aiguë, l'absence de toute direction révolutionnaire, la trahison de sa direction officielle. Ceux-là même qui donnent l'ordre de grève dans des conditions telles qu'on peut parler de provocation furent les premiers à faire les jaunes.

Provisoirement, la bourgeoisie tente d'exploiter le succès. Daladier poursuit son offensive. Il refuse même les abattements de 6.000 francs à la base pour la taxe de 2%. Il fait fonctionner la Commission de la Hache contre les fonctionnaires. Par ses lock-outs, le patronat provoque et cherche à effrayer la classe ouvrière par le spectre du chômage. Mais sous de tels coups, les ouvriers, les fonctionnaires, les petites gens rongent leur frein, méditent les moyens de la revanche. Il faut panser les plaies par une solidarité étroite. Il faut fortifier le moral, en tirant correctement les leçons. La tâche des révolutionnaires est double. Ils doivent lutter pour donner aux masses leur propre direction démocratique de lutte, par les Comités élus et par le Front ouvrier et paysan.

Ils doivent tout faire pour accroître dans l'avantgarde la force numérique et politique de l'état-major révolutionnaire.

DANS LES P.T.T.

Réintégration immédiate des sanctionnés ! Réajustement des traitements au coût de la vie !

3149 postiers ont été suspendus de leurs fonctions à la suite de la grève du 30. Aujourd'hui il reste encore plus de cinq cents camarades qui n'ont pas repris le travail. Qu'attend-on pour les réintégrer dans leurs services ?

Les bruits les plus divers se répandent sur la plus ou moins grande ardeur répressive du gouvernement à l'égard des fonctionnaires. Il semble, en effet — et il faut s'en réjouir — que la révocation n'est pas envisagée. Cette « mansuétude » gouvernementale ne saurait cependant nous illusionner quant aux raisons qui animent le gouvernement lui-même. En réalité, le gouvernement Daladier ne veut pas encore créer trop d'hostilité « revancharde » à son égard chez les fonctionnaires, parce qu'il a encore besoin de la collaboration des dirigeants de leurs organisations syndicales et aussi parce que ceux-ci sont les plus ardents dans le mouvement ouvrier à défendre la politique extérieure issue de Munich.

Nos syndicats devraient justement exiger avec plus de vigueur la réintégration immédiate des camarades frappés par la répression gouvernementale.

Dans le même temps, la Fédération Postale et les syndicats nationaux qui la composent doivent engager de suite une campagne ardente pour l'augmentation de nos traitements, leur réajustement au coût de la vie, pour la titularisation immédiate des auxiliaires, pour les quarante heures.

Ainsi, les postiers auront une raison de se mobiliser pour une vaste action corporative en liaison avec la reprise de l'action ouvrière.

Les Conseils Nationaux, syndicaux et fédéral qui se tiendront les 20 et 21 de ce mois ne sauront se désintéresser des intérêts des postiers ; ceux-ci ont déjà pas mal perdu de confiance dans les dirigeants syndicaux et ils ont raison.

S'ils rejoignent le Cercle syndicaliste de lutte de classe des P.T.T., ils viendront grossir les rangs des syndicats révolutionnaires organisés pour redresser les luttes du mouvement postal et ouvrier tout entier et pour chasser les dirigeants syndicaux, incapables ou usurpateurs.

SEINE- & - OISE

La grève à Mantes

Il s'en est fallu de beaucoup, malheureusement, que la grève soit générale à Mantes. Exception faite de l'usine d'aviation (Paladon) des Mureaux, la seule grosse boîte qui ait fait grève (à 85 %) c'est la C.I.M.T. — la seule boîte où un travail de persuasion ait été entrepris mercredi matin — malgré la pression policière. Parmi les petites boîtes, la fonderie Langevin a fait grève ; le Nichrome qui a embauché des jaunes depuis la dernière grève, a travaillé 10 heures.

Dans les autres corporations, la grève a été faible, sauf chez les communaux qui ont fait grève à cent pour 100 malgré les menaces de révocation de la municipalité fasciste, et les luthiers. On compte 25 % de grévistes à la Filature Leblanc, 50 p. 100 aux

stores. Les magasins étaient ouverts, sauf les Galeries modernes, où il y avait 31 grévistes sur 40. Quelques cafés avaient fermé.

Peu de grévistes à la Cellophane et dans le bâtiment. Les cimentiers et la papeterie Zig-zag ont travaillé. Les hospitaliers avaient reçu de la CGT l'ordre d'assurer leur service. Parmi les fonctionnaires, cheminots, postiers, recette... tout le monde travaillait. Seuls les instituteurs faisaient grève dans la proportion de 35 % (20 % pour la circonscription). Cette proportion apparaît comme bien supérieure à celle de la Seine-et-Oise où on compte seulement ici et là quelques grévistes.

Trois remarques pour finir : 1) Les militants de la région ont pu voir que les militants et sympathisants EL, les « diviseurs », disciplinés pendant l'action, étaient au premier rang dans la grève.

2) Ils ont pu voir que nous avions raison de prévoir la contre-offensive patronale ripostant le lendemain. Le matin les grévistes des Magasins Modernes, des stores, de la Cello, sont renvoyés. Les métallos des Mureaux sont licenciés. La C.I.M.T. rouvrira lundi sur convocation. Les instituteurs sont menacés de révocation. Et partout ainsi.

3) Beaucoup de militants comprennent que nous avions raison de demander une grève poussée jusqu'à la victoire et utilisant tous les moyens entre les mains des ouvriers. Les appels « au calme » des dirigeants apparaissent même aux ouvriers communistes comme la principale cause de l'échec. « Il fallait passer à l'action directe, disent-ils, empêcher les trains de passer, organiser des piquets de grève, les manifestations. Qu'auraient pu faire une soixantaine de policiers dans Mantes ? » Si cette grève a ramené dans la classe ouvrière la conscience révolutionnaire, elle n'aura pas été tellement catastrophique.

ARGENTEUIL

A la Lorraine «nationalisée»

La grève du 30 novembre : 80 % de grévistes. La SACEM et Cardy tournent seuls à moitié (il y a des syndicats jaunes). Le jeudi, riposte gouvernementale : lock-out de 15.000 ouvriers.

Les ouvriers se reprennent vite ; mais dans les nombreux meetings, les responsables syndicaux n'apportent rien. Ils affirmaient que la grève était une victoire... Mais Belin, administrateur de la Lorraine ne vint pas expliquer cela aux ouvriers.

Les sections syndicales furent livrées à elle-même. Pas de liaisons entre les Comités de lock-out, sauf pour les délégations au ministère.

A la Lorraine : les salaires ne furent pas touchés, mais la convention collective est remplacée par un contrat individuel qui permet d'embaucher à n'importe quel taux. Le droit d'ancienneté n'existe plus, ce qui supprime les congés payés, ainsi que divers droits reconnus aux vieux ouvriers. Les délégués devront être ré-

lus sur la nouvelle base.

Voilà la « victoire ». En réalité, on est sur la défensive. Les salaires seront bientôt diminués. Bouvier, directeur de la Lorraine, affiche l'accord entre la direction et le Comité de lock-out, contraire à celui communiqué à la presse par les responsables. Ce sont les mêmes qui avaient déclaré le 24 avril que l'échelle mobile était comprise dans la sentence Jaconnet.

Mais nous ne tomberons pas dans le panneau de la direction : nous ferons bloc sur les candidats délégués de la CGT, en dénonçant les mensonges.

Nous exigeons le retrait total des gardes mobiles, toujours dans l'usine.

Lorsqu'on avait mis des soldats dans l'usine, les ouvriers fraternisaient avec eux. On fut obligé de les retirer. Les soldats de Gingamp conserveront bon souvenir des ouvriers d'Argenteuil qui collectaient pour eux. — Un prolo de la boîte.

ALPES-MARITIMES

Comment s'est déroulée la grève

Comme partout dans les services publics, la grève a été un grave échec. A part les services techniques des P.T.T. (monteurs), les fonctionnaires ont peu suivi l'ordre de grève générale.

Chez les instituteurs : 115 sanctionnés sur 1200 instituteurs environ en fonctions.

Dans l'enseignement secondaire : Pas de grève.

Dans les campagnes, la jaunisse a surtout ravagé les rangs des cégétistes sociaux-démocrates et staliniens. Avec un ensemble remarquable, grand nombre d'instituteurs et de facteurs des P.T.T. appartenant surtout au P. S. ont laissé le soin de défendre leurs revendications aux camarades des villes (sic) et n'ont pas suivi l'ordre de grève. Ils ont, il est vrai en cela un peu imité les témoins et les écrivains de la S. F. I. O., tels que Jeanjaquet, le Secrétaire Fédéral honoraire, les Baudouin, espoir de la démocratie et du feu F. P. aux élections sénatoriales dernières, les Roches, professeurs ; le camarade blumiste Arnould, ingénieur, ainsi qu'une clique d'autres confusionnistes nantis de confortables emplois, et qui, nous assure-t-on, ne sont pas sanctionnés.

Les travailleurs jugeront ceux qui crient à la grève générale et ensuite assurent tranquillement leurs services.

CREUSE

La grève trahie

Dans ce département, on peut dire que les dirigeants syndicaux ont eux-mêmes saboté la grève qu'ils feignaient de vouloir. Le samedi 26, il y eut bien, dans les centres, des réunions « préparatoires » organisées par la C. G. T. Mais on avait en soin en haut lieu, de choisir les orateurs parmi les plus « dignes » (lisez : les plus timorés, les

plus pourris), des chefaillons cégétistes creusois. A la réunion de Bourgnouf, à laquelle j'assistais, le plaidoyer en faveur de la grève fut d'une tiédeur qui déconcerte l'assistance : ouvriers, ouvriers agricoles, petits propriétaires fonciers, fonctionnaires, tous les auditeurs furent déçus — ou pour le moins troublés — par le manque total de conviction de l'orateur — un S.F.I.O. connu — et par le réquisitoire (?) sans précision contre les décrets-lois scélérats. La réunion fut d'ailleurs escamotée. Elle dura en tout et pour tout 20 minutes, malgré les quelque 200 auditeurs qui venaient chercher là, de leurs responsables syndicaux, un appel énergique, sans réticences, à la grève. A noter, en passant, le manque de pudeur de ces messieurs : « Ne manifestez pas dans la rue, dirent-ils pour conclure — ils avaient aussi commencé par là — ne manifestez pas dans la rue, c'est nous qui serions légalement responsables, et nous ne voulons pas aller en prison pour vous ! » On ne peut être plus cynique et plus froussard à la fois.

Cette singulière campagne devait venir en aide, par son caractère pusillanime, aux mesures d'intimidation du gouvernement Daladier : aujourd'hui, mercredi, beaucoup de flottement, de défections chez les travailleurs : dans le caton de Rozyère — le mien — nous ne sommes que 2 ou 3 fonctionnaires à faire grève.

Fait plus grave à signaler : certains syndiqués n'ont reçu aucun mot d'ordre de leur syndicat — incurie ou sabotage — Je rencontre ce matin les ouvriers qui travaillent à la réfection de la route : « Nous n'avons reçu aucun mot d'ordre », disent-ils avec colère. Nous échangeons nos impressions sur les décrets-lois de misère et sur le gouvernement des affameurs. Un moment plus tard, après une entente rapide, une partie des « hommes de la route » décide d'abandonner le chantier et de retourner au bourg.

Ainsi donc, par sa faiblesse — ou son jeu double — la direction syndicale, dans son ensemble, a contribué à l'avortement partiel de cette grève du 30 novembre. Epurons les cadres de la C.G.T. ! Donnons-nous des responsables syndicaux qui connaissent toute la valeur et toute l'utilité des mots « lutte de classes ». Et plus que jamais, contre les décrets-lois de famine, grève générale soutenue jusqu'à notre victoire complète !

GRENOBLE

Ce qu'a été la grève

Le personnel des usines qui servent la lumière et l'énergie électrique à toute la région, à Lyon, à Saint-Etienne et partie au Creusot, marchaient à fond pour la grève.

Le 29 novembre, ordre syndical central de travailler « comme le dimanche », c'est-à-dire l'effectif au complet moins 60 employés.

Le Secrétaire de la section syndicale, par discipline envers l'organisation, dont il est le représentant, fait respecter cet ordre capitulaire... puis démissionne de son poste responsable. Malheureusement, les démissions des

éléments les plus conscients et les plus combattifs de la C.G.T., laisseront les mains plus libres encore aux organisateurs des défaites passées pour préparer les défaites futures.

NEUILLY

A L'entreprise Chouard

Les 7 chauffeurs de l'entreprise, qui sont toujours sur le pavé, malgré les belles promesses de M. le Ministre du Travail qu'il n'y aurait pas de sanctions pour fait de grève, sauront désormais ce qu'il en coûte de faire confiance au Gouvernement pour finir une grève.

Sans souci de leurs gosses, de leurs longues années de services, la Direction exerce sur eux sa vengeance de classe, d'autant plus qu'il y a un délégué parmi les licenciés.

La bourgeoisie, qui a hypocritement couvert de fleurs les dirigeants du syndicat du Bâtiment pour leur loyalisme patriotique au moment des événements de septembre, « récompense » ainsi, individuellement, les meilleurs militants de la base ; la leçon ne sera pas perdue ! — Correspondant.

RÉGION PARISIENNE

A la Société Maggi-Kub

Le mot d'ordre de grève avait été accepté par l'ensemble du personnel.

Fidèle à sa mission sacrée qui est de garantir la « liberté » du travail, la police commença par arrêter, le matin de la grève, 20 minutes avant la rentrée de 7 heures, tous les responsables syndicaux (elle ne devait les relâcher qu'à minuit). Cette attitude suscita la protestation des ouvriers groupés devant l'usine, et la Direction en profita pour fermer les portes des ateliers afin d'empêcher la rentrée de 7 h. 30, qui n'eut lieu.

141 ouvriers et ouvrières sont sur le pavé pour « rupture du contrat de travail ».

Le Syndicat de l'Alimentation essaie d'expliquer à la Direction ce qu'il est parce qu'ils ont trouvé porte close que les ouvriers n'ont pas pu prendre leur travail (et on se demande, en effet, comment les responsables syndicaux, par exemple, auraient pu être à la fois en tôle et à leur travail), mais croit-il vraiment aboutir et obtenir ainsi la réintégration des 141 travailleurs ? et quelle humiliation pour ces ouvriers et ouvrières qui, le 29 novembre, votaient la grève, de voir leur syndicat plaider pour eux « non coupable », parce que, pas plus qu'il n'a été capable de réaliser une grève véritablement générale, il n'a maintenant la force de défendre ceux qui l'ont courageusement suivi...

A l'Aster Gandon

La grève du 30, décidée à la presque unanimité des ouvriers, mais re-

XXI^e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

par Léon TROTSKY

La révolution de février fut faite par les ouvriers et les soldats, c'est-à-dire les paysans sous les armes. Le coup mortel fut porté au tsarisme par les ouvriers de Pétrograd. Mais eux-mêmes ne savaient pas encore que le coup était mortel. Il arrive que les opprimés ne peuvent profiter des fruits de leur victoire parce qu'ils ne se rendent pas compte de son importance. Le pouvoir dont n'avaient pas su saisir les masses insurgées, tomba dans les mains de la coalition des libéraux, des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires », c'est-à-dire de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ce fut le « front populaire » classique de cette époque.

Staline écrivit et dit : « Il faut soutenir le gouvernement provisoire dans la mesure où... ». Arrivant de l'étranger, Lénine déclara : « Le moindre soutien du gouvernement provisoire est une trahison ». Staline dit à la conférence de mars des bolchéviks : « Il faut s'unir avec le parti de Tséreteli (menchéviks) ». Lénine déclara : « Toute idée d'unité avec les menchéviks-défensistes est une trahison ».

La véritable politique bolchéviste commença après l'arrivée de Lénine (4 avril 1917) avec une opposition implacable au « front populaire » de février. Le sens de cette opposition était d'unir tous les opprimés et exploités contre la bourgeoisie impérialiste « démocratique », soutenue par les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » (socialpatriotes). Lénine recherchait l'unité des masses révolutionnaires sur la base de la lutte des classes, et non l'unité des phrases « socialistes » avec les capitalistes libéraux pour tromper les masses. Qui n'a pas compris la différence entre ces deux formes de l'« unité », celui-là doit être chassé avec un balai du mouvement ouvrier.

Dans les mois critiques de la révolution, les partis du « front populaire », les libéraux impérialistes, les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires », pressés par la masse révolutionnaire, ne trouvèrent d'autre moyen de défense que la calomnie la plus vile contre les bolchéviks. Les accusations de relations avec l'état-major allemand, de liaisons avec les cents-noirs et les pogromistes (les fascistes d'alors) se répandirent comme

de la fumée. La réaction internationale n'ont rien inventé ; ils n'ont fait qu'étendre à une échelle gigantesque les basses calomnies de Miloukov, de Kérénski et de Tsereteli.

La révolution d'octobre fut la victoire du bolchévisme, c'est-à-dire du parti des ouvriers et des paysans pauvres, sur le « front populaire », c'est-à-dire les partis de la bourgeoisie libérale, des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires » qui se trouvaient indissolublement liés à l'impérialisme « démocratique » de l'Entente.

Actuellement chaque phillistin qui se considère « ami de l'URSS » traite la coalition de février de 1917 de « contre-révolutionnaire ». Mais les cadets, les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » n'étaient des contre-révolutionnaires que par rapport à la révolution bolchéviste, c'est-à-dire socialiste, et non par rapport à la monarchie ni au fascisme d'alors ou à la dictature militaire. Si l'on rapporte les notions politiques d'alors aux notions actuelles, il faut dire que Lombardo Toledano est, au meilleur des cas, une caricature de Kérénski, et Laborde se trouve beaucoup plus loin du marxisme que ne le furent les menchéviks dans la révolution de février.

Les Kérénski du monde entier furent les ennemis implacables de la révolution d'octobre. Ses amis, ce furent les ouvriers révolutionnaires du monde entier. Les « amis » payés n'existaient pas encore alors. Il était impossible de faire carrière au service de l'URSS. On ne pouvait aller en URSS qu'illegalement. Certains tombèrent d'ailleurs sous les balles des gardes-frontières ou périrent en mer, en tentant de passer de nuit en barque. Ceux-là étaient de véritables amis !

Pour que Lombardo Toledano et ses semblables se soient chargés en amis patentés de l'URSS, il a fallu que la bureaucratie soviétique ait écrasé les masses et pris dans ses mains tout le

poussée en grande partie par les techniciens, a connu un échec qui était à prévoir. Sans doute le lock-out de l'année dernière influença-t-il les « collaborateurs ». Toujours est-il que la plupart d'entre eux entrent sans hésitations à l'heure normale, sous l'œil narquois du directeur, suivis d'ailleurs d'une bonne partie des ouvriers, ravés de cette excuse.

Les quelques-uns qui restaient dehors, devant l'inutilité d'un sacrifice individuel, se rendirent aussi, avec quelques minutes de retard, à l'exception de deux.

Résultat : 11 copains, dont 9 étaient restés chez eux, persuadés que « ça marcherait », fichés dehors, dont les délégués.

La section syndicale décapitée, désorientée devant les attaques du patronat de combat qui nous exploite (Baron Petiet, Cheronet, etc.), tous intimement liés à la C.G.P.F.

Voilà où mènent deux ans de syndicalisme basé sur la collaboration avec le gouvernement, les flics et autres institutions capitalistes. Il importe de montrer aux travailleurs que la C.G.T. « visant à la suppression du patronat et du salariat », n'est pas une amicale de loisirs, mais un organisme de lutte de classe conduisant à la prise des usines par les travailleurs.

On évitera peut-être ainsi des syndicalistes « bienfaiteurs » lisant le Jour ou le Matin et l'on saura sur qui l'on peut compter les jours où il faudra faire une grève générale... qui en soit une !

P.-S. — Sur 11 licenciés, 7 ont été repris, les 4 qui restent exclus sont les délégués ouvriers.

La conférence nationale du cercle syndicaliste aura lieu le 25 Décembre

A la Pentecôte, cette année, s'était tenue, sur l'initiative des Amis de « l'Ecole Emancipée », une conférence de tous les courants révolutionnaires du mouvement ouvrier. Transformée en conférence constitutive d'une opposition syndicale, elle avait abouti à un plus large rassemblement au sein des Cercles Syndicalistes lutte de classe.

Pour consacrer cet état de fait et aller plus avant, les Cercles syndicalistes lutte de classe tiendront une conférence nationale à Paris, le dimanche 25 décembre.

L'ordre du jour sera consacré à l'examen de l'activité passée, à la discussion de la plateforme issue de la Conférence de Pentecôte, à l'organisation des cercles, de leur presse et à la diffusion du Réveil syndicaliste, organe central des Cercles.

A la suite du Congrès confédéral de Nantes, où les Cercles syndicalistes lutte de classe se sont affirmés comme tendance officielle organisée dans la C. G. T., cette conférence de Noël doit être le point de départ de nouveaux progrès par une plus grande clarté dans le programme, une meilleure organisation des Cercles et de leur activité.

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs de différents problèmes politiques sur lesquels nous sommes en désaccord avec la politique du Réveil syndicaliste. Aussitôt après la Conférence, nous donnerons un compte rendu détaillé de ses débats et de ses décisions.

P.-S. — Les militants syndicaux qui voudraient participer à cette conférence doivent s'adresser au Réveil syndicaliste, 8, rue Legouvé, Paris (10^e).

HUELGOAT

Le dépit du toubib

Sous le prétexte d'aide à l'Espagne, le toubib avait organisé une réunion en réalité destinée à tenter de redorer son blason de militant et ce qui fut le P.C. Mais malgré le mépris du toubib pour les ouvriers, tailleurs de cuir ou de pierre, ceux-ci ont montré, que sans autos ni château, ils savent tout de même reconnaître quand le mensonge montre sa sale gueule et la longue clameur « C'est faux » qui accueillit les mensonges sur le P.O.U.M., ainsi que l'approbation que recueillit notre camarade appelant les travailleurs à la lutte contre le fascisme par le renversement du capitalisme et par le remplacement par les soviets ouvriers et paysans qu'il faut travailler à constituer dès maintenant, pour l'instauration du socialisme.

Tout dépit, le toubib ne trouve rien pour son article « Une belle réunion », que de « baver » sur des dérivatifs personnels, les arguments politiques lui manquant. Mais comme tu es malade dans ta polémique ! Si durant une demi-heure un camarade a « bavé », comment les ouvriers ont-ils supporté cette « bave » ? Et pourquoi y consacres-tu presque une colonne ? Ce la ne tient pas bien ensemble du tout !

Mais si c'est baver que d'appeler le prolétariat aux soviets ; de défendre les révolutionnaires du P.O.U.M., de lutter contre la guerre et le fascisme, par le renversement du capitalisme, alors nous baverons encore jusqu'au triomphe du socialisme.

Nous le ferons avec les ouvriers et paysans travailleurs qui, habitués au travail rude, savent se défendre autrement que par l'ironie toubibiste.

Tailleurs de cuir et de pierre ont fait grève le 30, tandis que d'autres... Vive les Soviets partout !

Le tailleur de cuir.

IL FAUT TIRER LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Pour vaincre, les travailleurs doivent assurer à leurs luttes une nouvelle direction

(Suite de la 1^{re} page)

Autres conséquences : les faits apportent des compléments. Prenons l'exemple de la seule usine des moteurs d'aviation nationalisée à cent pour cent : la SNCM (ex-Lorraine) à Argenteuil. Usine lock-outée par le gouvernement puisque l'Etat est seul patron. Aucun licenciement, mais réembauchage des 3.500 travailleurs de cette usine avec chacun un contrat individuel de travail, entraînant la perte d'ancienneté dans l'usine. Menace de diminutions des salaires horaires variant de 1 fr. 25 à 2 fr. par l'application des salaires minima fixés par la convention collective, alors que les salaires arrachés par les ouvriers des usines des moteurs d'aviation sont tous supérieurs.

La direction staliniste de la section syndicale a réussi à faire accepter la reprise du travail le dimanche 4 décembre. L'Humanité du 5 déclare : « En bloc, sans sanctions, et grâce à son unité, le personnel de la SNCM rentre à l'usine aujourd'hui ». Dans l'article, ce journal précise que « cette victoire est d'autant plus importante... Arrêtons, la nausée et la colère nous étouffent devant tant d'ignominie. Ne multiplions pas les exemples. Chez Renault, chez Farman, la reprise échelonnée du travail s'effectue dans les mêmes conditions qu'à la Lorraine, sous la surveillance des gardes mobiles dans les ateliers, mousquetons sur l'épaule.

Non seulement, les bureaucrates syndicaux stalinistes, alliés à leurs collègues réformistes, ont jeté la classe ouvrière dans l'aveuglement du 30, mais ils ajoutent à cette provocation d'envergure leurs efforts pour diviser et briser les réactions ouvrières de riposte aux locks-outs et à la répression gouvernementale et patronale. Ils accentuent la défaite, ils préparent cyniquement l'écrasement de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Ils sabotent sérieusement la seule possibilité immédiate de transformer le désastre du 30 en victoire par l'unification des luttes ouvrières qui ont continué et la reconstitution du bloc des exploités en lutte contre leurs exploitateurs. On dirait qu'ils se font un malin plaisir à faciliter à la bourgeoisie la poursuite de la décapitation du mouvement syndical.

Et maintenant ?

L'Humanité du 4 décembre porte comme titre ronflant : « Production ? Redressement ? Défense nationale ? ». « Pour le grand patronat, la haine de classe passe avant tout ». L'Humanité du 5 décembre continue : « Le gouvernement et le grand patronat compromettent la sécurité et le prestige de la France ». Messieurs les chefs stalinistes se font les champions, malgré les bourgeois, de la défense nationale, du régime d'exploitation, de misère et de guerre de ces mêmes bourgeois.

L'Humanité du 6 décembre ajoute, encore : « Les industries essentielles pour la sécurité du pays restent paralysées par la volonté patronale ». L'Humanité, chaque jour, donne des leçons de patriotisme aux patrons et aux ministres bourgeois pendant que ceux-ci répriment, désorganisent, vouent à une plus grande misère, entraînent à la guerre, la classe ouvrière. Quelle abjection ! Nous ne parlons pas du Populaire et du Peuple à la remorque du stalinisme dans ce domaine.

Que fait la direction de la CGT ? Le bureau confédéral rédige une déclaration (Le Peuple du 2 décembre, où il dit : « 1) En présence d'un mouvement de 24 heures, par lequel toutes les mesures de sécurité avaient été prises, était-il nécessaire de mettre la nation en état de mobilisation ? « 2) Puisque, d'après M. le Président du Conseil, la grève n'a pas eu lieu, pourquoi frapper et laisser frapper les ouvriers sans souci de ces nécessités impérieuses de la production dont on a tant parlé ? » Il conclut en appelant au Comité Confédéral National convoqué pour le lundi 5 décembre.

La résolution de ce C.C.N. touche au comble du crime contre la classe ouvrière (Le Peuple du 6-12) : Le C.C.N. Approuve sans réserves la Commission administrative, les Fédérations et le Bureau Confédéral pour les décisions prises en ce qui concerne la date de la grève, la méthode d'action, mise en œuvre et l'attitude d'ordre et de discipline recommandée aux travailleurs ».

Les bonzes syndicaux peuvent avoir, après ça, la conscience tranquille... entre eux, naturellement. Cette approbation unanime du CCN contient en puissance les prochaines trahisons de la classe ouvrière.

Il y a aussi dans cette résolution du CCN la politique à venir : « Devant la situation générale, nationale et internationale, le CCN considère que les troubles sociaux engendrés par la répression gouvernementale et patronale doivent prendre fin au plus tôt afin de redonner au pays

le calme dans la production dont il a un besoin urgent. « Ce n'est pas la répression qui doit prendre fin, ce sont les « troubles sociaux » !

Traduction : travailleurs rentrez, sans lutter, au travail, la défense nationale l'exige... une fois de plus. Jamais le mouvement ouvrier, en dehors de la guerre de 14, n'a enregistré une subordination aussi cyniquement avouée de la part de ses dirigeants à la défense nationale de l'impérialisme. Le CCN ajoute encore, comme si cela ne suffisait pas pour clouer au pilori de la trahison chacun de ses membres :

« A cet effet, la CGT fait connaître (à qui ?) qu'elle est prête à engager toute discussion utile pour mettre un terme au conflit actuel ».

A la porte ces traités à la classe ouvrière !

Les menaces proférées à nouveau contre les révolutionnaires par Benoit Frachon au CCN ne nous empêcheront pas de faire comprendre aux ouvriers avancés le rôle qu'il joue, lui et ses semblables. N'a-t-il pas déclaré (Le Peuple du 6-12) : « Une campagne a été menée contre Jouhaux. Pas seulement contre lui. C'est le rôle de la bourgeoisie d'essayer de créer des divergences à l'intérieur de la C.G.T. »

« Chaque fois que des camarades sont abusés par ces ragots, il faut leur ouvrir les yeux. S'ils persistent, ils devront être traités comme des agents du patronat ».

Où allons-nous ?

La classe ouvrière n'est pas écrasée, mais défaite. La bourgeoisie a réussi, à l'aide de la politique parlementaire de collaboration des classes de Front Populaire, une contre-offensive victorieuse sur les conquêtes ouvrières arrachées en juin 36. L'échec de la grève générale du 30 marque la fin d'une étape du développement de la situation révolutionnaire créée en juin 36 par l'offensive générale de la classe ouvrière alliée dans la lutte à une grande partie des classes moyennes.

Quelle est la politique de la bourgeoisie maintenant ? La politique du gouvernement Daladier-Reynaud avant, pendant et après le 30, a préfiguré l'orientation fondamentale de la politique de la bourgeoisie française dans la période actuelle.

Paul Reynaud a été substitué à Marchandeaupour une tentative de prolongation de vie à l'économie libérale bourgeoise, tout en se réservant dans l'avenir l'application de la politique autarchique énoncée prématurément par Marchandeaup.

La politique économique de Paul Reynaud exprime, dans la conjoncture présente, la suprême tentative de la bourgeoisie française pour conserver sa forme démocratique et parlementaire de domination sur les masses travailleuses sans risquer de la part de celles-ci un retour offensif qui menacerait sérieusement cette domination c'est-à-dire l'existence même du régime capitaliste.

La bourgeoisie française voudrait organiser son économie de guerre sans courir immédiatement les risques que lui ferait subir dangereusement pour sa position impérialiste, déjà gravement atteinte dans le monde capitaliste actuel, une crise sociale, provoquée par une tentative d'instauration d'une dictature fasciste que nécessiterait l'application de la politique économique autarchique prévue par Marchandeaup.

Dans le même temps, la défaite ouvrière ouvre les plus larges possibilités de développement d'un fascisme de masse en France que la bourgeoisie utilisera en fonction des nécessités qui lui seront imposées et par sa situation économique et par la lutte des classes.

En tous cas, nous pouvons affirmer dès maintenant qu'en ce qui concerne la politique extérieure de l'impérialisme français, les conséquences de la défaite ouvrière sont un affaiblissement considérable du pacte franco-soviétique et un renforcement de la politique orientée vers le pacte à quatre. Dans ce sens, on peut dire que les risques et les dangers de guerre sont considérablement accrus. La guerre impérialiste est plus que jamais à l'ordre du jour et domine le développement de la situation intérieure en France.

Les événements qui ont précédé, accompagné et suivi la grève générale du 30, nous indiquent par ailleurs quelles seront les manifestations de la politi-

En marge des Associations professionnelles mixtes

Pour guérir la France du « virus marxiste » quelques génies éclairés ont découvert, depuis un an, une nouvelle forme d'organisation permettant de réunir dans une « vivante collaboration » patrons et salariés, au sein de la profession.

C'est le but auquel tendent les Associations professionnelles mixtes qui ont été constituées sous l'égide de Monsieur Verger.

L'expérience a été tentée, en premier lieu, dans l'Entreprise Electrique de Paris, où le sieur Verger a... une petite affaire, et, s'il faut en croire « l'Ordre professionnel », organe des Associations en question, des progrès inespérés ont, depuis un an, été réalisés.

Verger a expliqué, dans son ouvrage publicitaire (« Jules Verger, ses ouvriers, sa maîtrise. — Une famille ») ce qu'a été pour lui, patron, l'année 1936. Les luttes qu'il eut à mener contre ses ouvriers lui ont suggéré une formule nouvelle dont il veut faire bénéficier toutes les professions :

Voilà en quoi consiste cette formule : L'Association Professionnelle Mixte a pour mission l'ordre social ; elle est paritaire et comprend plusieurs commissions :

La Commission d'admission à laquelle les adhésions sont adressées et qui les examine.

La Commission de qualification qui fait subir des examens professionnels aux adhérents pour les spécialiser dans telle ou telle branche.

La Commission d'entraide qui a pour but « d'apporter une aide immédiate à ceux des associés dans la gêne momentanée » (à remarquer que les dons des patrons et des salariés doivent être égaux).

Enfin, une Commission des loisirs et retraites.

On distingue, dans l'association les membres fondateurs, donateurs, honoraires, et les membres actifs groupant patrons et salariés.

L'organisation a pour but, d'après ses fondateurs, de « permettre aux jeunes gens de gravir les échelons de la hiérarchie professionnelle, de devenir des ouvriers accomplis, de s'établir à leur compte et d'accéder ainsi à la propriété individuelle ».

« Ce système doit permettre à l'ouvrier de progresser et de devenir patron ».

Voilà, théoriquement, en quoi consiste l'expérience Verger.

Nous signalerons, avant toute chose, un fait absolument significatif. Le mouvement en faveur des A.P.M., d'apparence indépendant, est, on s'en serait douté, patronné par la C.G.P.F.F.

A l'appui de cette affirmation, nous reproduisons ci-dessous un ordre du jour adopté par le Conseil Central de la C.G.P.F.F. réuni en Assemblée extraordinaire le 27 octobre 1938, sous la présidence de M. Gignoux :

« Le Conseil Central de la C.G.P.F.F. »

« Après avoir entendu l'exposé de M. Verger, sur les résultats pratiques obtenus dans l'Association Professionnelle mixte de l'Entreprise Electrique, »

« Estimant que les idées développées par M. Verger, appliquées selon les possibilités particulières de chaque profession et de chaque entreprise, sont parmi celles qui permettront de rapprocher tous ceux qui font partie de cette profession, en vue de la collaboration confiante de tous les éléments de la production et de la distribution. »

« Invite les membres de la C.G.P.F.F. à les mettre à l'étude dans leur profession et charge le bureau de rassembler tous les renseignements utiles sur les réalisations de même ordre et de suivre, et de coordonner ces études en vue d'une action commune avec les institutions déjà existantes. »

Ceci, évidemment, ne mérite aucun commentaire...

Toutefois, on ne saurait trop insister sur le rôle jésuitique de ces associations qui, sous la couverture de défense d'intérêts purement professionnels, ont pour but réel la défense des intérêts patronaux, au détriment des employés et des ouvriers et une résistance absolue au contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises, sur l'embauche et les lois sociales en général.

La phraséologie de Verger, philanthropique et humaine, ne parviendra pas à masquer le véritable rôle de ces organisations fascistes embryonnaires qui, avec leurs panneaux « républicains », si nous n'y prenons pas garde, risquent de semer un certain désarroi dans les rangs ouvriers.

Car il faut ajouter que parallèlement à cette campagne en faveur des A.P.M. est menée une action contre les syndicats ouvriers, action qui se traduit le plus souvent par des distributions de tracts, envois de journaux, éditions de statistiques plus ou moins erronées, etc.

La Commission des loisirs dont nous avons parlé plus haut, est une façade toute indiquée à cette propagande anticongrétiste. C'est ainsi que des fêtes familiales groupant patrons et salariés permettent aux femmes des ouvriers de faire la connaissance des patrons de leurs maris, etc... Ces « fêtes de famille » se déroulent sous le signe de la joie, de la collaboration... de la défense du capital.

Notre mot d'ordre doit être :

A bas la collaboration de classe par la profession organisée.

Pas de collaboration avec les ennemis du prolétariat.

Vive la lutte de classe des ouvriers et paysans !

Pour le pouvoir aux Comités !

que de la bourgeoisie et de son gouver-

nement à l'égard de la classe ouvrière et quelle sera l'orientation fon-

damentale de la politique des direc-

tions encore officielles de celle-ci.

D'abord la mobilisation de l'appareil répressif, police et tribunaux, de l'Etat bourgeois contre la classe ou-

vière se trouvera en état d'alerte et de fonctionnement permanents. Le bonapartisme militaire de la bourgeoi-

sie accentue ses caractères et à son ombre et à ses côtés les organisations fascistes vont grandir. Comment ?

Les conséquences cyniquement avouées dans Paris-soir, par la « per-

sonnalité » de la C.G.P.F.F., nous prévi-

ent dans ce domaine. Les patrons et leur gouvernement n'ont pas l'inten-

tion ni de supprimer les conventions collectives, ni l'existence des délégués d'atelier dans les entreprises, mais de

mettre au service des organisations professionnelles et corporatives, sou-

levées par le patronat lui-même, la législation et la juridiction sociale ins-

tituées par les lois bourgeoises votées par la majorité parlementaire ex-

Front Populaire.

Les ouvriers lock-outés, licenciés et réembauchés, perdant leurs droits d'ancienneté dans les entreprises, et par conséquent leurs délégués anté-

rieurs parce qu'il faut trois mois de présence dans l'usine pour être électeur, n'auront pas légalement à élire de nouveaux délégués dans les jours

immédiats. Ce rôle reviendra donc aux travailleurs qui n'ont pas fait grève le 30, c'est-à-dire avant tout aux jaunes.

Par conséquent, l'institution mise en cause par les patrons, puisqu'ils ont trouvé la voie légale pour avoir des délégués à eux et la base de recrutement large pour leurs organisa-

tions « ouvrières ».

D'autre part, l'organisation des ententes industrielles patronales, l'accroissement continu du coût de la vie, la suppression possible légalement et à volonté de la semaine de cinq jours et des quarante heures, font que les patrons n'ont pas d'hostilité à marquer contre le système des conventions collectives qu'ils peuvent mettre à leur service.

En résumé, la situation actuelle, sur le fond de la défaite ouvrière, conduit les patrons, pour la défense et l'accroissement de leurs profits capitalistes, à organiser les bases de masse du fascisme dont le caractère essentiel est

Et les organisations ouvrières oppositionnelles

La politique révolutionnaire.

D'abord le Parti issu de la dernière amputation qu'a opérée au sein de son parti, sous la pression de l'impérialisme, la bureaucratie de la S. F. I. O., elle-même. Le PSOP de M. Pivert poursuit une vie difficile, ballotée en tous sens, plus exactement surtout dans le sens des forces pacifico-bourgeoises qui l'influencent du dehors et du dedans. La direction du P.S.O.P., comme nous l'avons déjà expliqué en son temps, a pratiqué en septembre dernier le front unique « pacifiste » avec les syndicalistes réformistes du Centre syndical d'action contre la guerre, qui faisaient le lien entre le mouvement ouvrier et le pacifisme d'alors du gouvernement Daladier dont la politique impérialiste rejetait le conflit immédiat pour s'engager dans la voie de négociations impérialistes nouvelles, complètement étrangères et hostiles aux intérêts ouvriers.

Les accords de Munich accordaient un répit à la classe ouvrière et dans ce sens ils étaient accueillis avec un soulagement doublé d'inquiétude pour l'avenir.

L'avenir ? Nous en connaissons le commencement. Nous avons vu le « pacifiste » Daladier à l'œuvre.

Or, la direction du P.S.O.P., qui fait des phrases révolutionnaires, n'a pas daigné tirer un seul enseignement de son attitude politique de septembre qui constituait la queue gauche de la politique « pacifiste » de l'impérialisme français. Nous pouvons bien dire : l'expérience dans ce domaine est démonstrative pour quelque courant politique que ce soit — que cette incapacité à tirer les leçons de l'expérience, fait que la politique du PSOP devait continuer à contenir en puissance de nouveaux pas à droite.

Ainsi la direction du PSOP reprend à son compte, dans Juin 36, du 18 novembre, le mot d'ordre du syndicat des correcteurs de Paris : « Grève générale d'avertissement de 24 heures », contre les décrets-lois. Cette fois, la politique du PSOP se trouvait placée à la queue de la politique confédérale dans la C.G.T.; c'est si vrai qu'au moment où Juin 36 publiait « Bravo, le Livre ! », Chambelland abandonnait la partie à la bureaucratie réformiste des « Amis de Syndicats », à Nantes. Et Juin 36, du 25 novembre, de publier une interview de Maurice Chambelland sur le congrès de Nantes qui déclare : « Si le congrès ne l'a pas retenue (la résolution du Livre), cela ne signifie aucunement le refus de se battre contre les décrets-lois, croyons-nous, mais seulement une appréciation différente de la situation. » Seulement ? Oh, alors. Avec ça, Chambelland, sur lequel la direction du PSOP a misé, a rapporté de Nantes « une bonne provision d'optimisme. » Il a de la chance, mais Juin 36 pas beaucoup, de se faire le champion de la politique de tels alliés.

Et c'est seulement après la grève du 30, que Juin 36 s'aperçoit que le mot d'ordre de « grève générale d'avertissement de 24 heures » n'était pas celui de la situation, mais il s'en aperçoit pour critiquer seulement la direction de la C.G.T..

Certainement que dans les rangs du PSOP de nombreux camarades cherchent une politique révolutionnaire. Nous n'en voulons pour preuve que le fait suivant : au siège du PSOP existe un journal mural qui, la semaine de la grève générale, affichait des extraits de presse de l'intervention du camarade Serret à Nantes, faite au nom des Cercles syndicalistes lutte de classe; par contre, rien de Chambelland.

Dans un « premier bilan », Juin 36 du 2 décembre, prend l'attitude des organisations ouvrières au cours des événements de septembre, comme critique, source de leur politique actuelle. Juin 36 a raison, y compris contre sa propre politique. Mais le mal, c'est que la direction du PSOP ne s'en aperçoit pas ou ne veut pas s'en apercevoir.

Cette affirmation est si vraie que ce « premier bilan » dit que « la lutte contre les décrets-lois de misère et de dictature est liée, obstinément, à la politique extérieure par le P. C. et, en conséquence, la fraction pacifiste de la C. G. T. a déraillé à son tour. » Il s'agit là, de la trahison de la grève du 30, effectuée par les dirigeants « pacifistes » de l'Enseignement du Rhône, Marceau Pivert lui-même écrit, dans le même numéro de Juin 36, un article intitulé « L'autre erreur », celle de leurs amis de septembre trahissant la classe ouvrière en lutte parce que justement en septembre le PSOP s'est liée à un front unique qui se détachait de la lutte des classes pour se lier à l'impérialisme anti-stalinien. Ce sont Marceau Pivert et leurs amis les grands coupables. Leur anti-trotskisme dans les actes, sinon en phrases publiquement prononcées, peut les conduire aussi loin que l'anti-stalinisme des Emery lyonnais.

La direction du PSOP n'est pas la direction pour l'organisation des nouvelles luttes ouvrières : sa politique contient en puissance toutes les conséquences d'un centrisme politique qui s'obstine à être la queue du pacifisme de la bourgeoisie française reléguée directement dans les rangs ouvriers par le Centre syndical d'action contre la guerre.

Avoir analysé la politique de la direction du PSOP dans cette dernière période, permet de caractériser succinctement celle des dirigeants anarchistes avec lesquels les dirigeants du PSOP ont fait route en septembre et en novembre. Ils ajoutent la phraséologie anarchiste contre une soi-disant venue de masses et autres lâchetés de petits bourgeois énervés et désenchantés.

Comment prévenir le développement de la politique de la bourgeoisie ?

D'abord en expliquant patiemment aux travailleurs les raisons fondamentales et immédiates plus apparentes de l'échec de la grève générale du 30. De là on tire la nécessité de s'organiser pour chasser les directions syndicales traitées. Comment ?

Par l'adhésion aux Cercles syndicalistes lutte de classe, par le formateur de nouveaux cercles là où ils n'existent pas.

Par la mobilisation des travailleurs sur les mots d'ordre d'organisation et d'action qui répondent à la situation : — Suppression de la clause d'ancienneté pour être électeur des délégués dans les entreprises;

— Suppression des différenciations entre nationalités et travailleurs coloniaux pour être électeurs ;

— Tous les travailleurs sans distinction sont électeurs à partir de 18 ans, y compris ceux qui ont subi des condamnations politiques dans leur action militante ;

— Tous les travailleurs âgés de 18 ans peuvent être candidats délégués ; — Refus de reconnaître les délégués des jaunes imposés par les patrons.

— Organisation des élections des délégués des travailleurs dans les assemblées libres de tout le personnel syndiqué ou non des entreprises;

— Constitution de comités d'usine composés des délégués librement élus et révocables à chaque moment par les travailleurs assemblés ;

— Unification de la lutte des Comités par l'organisation de Congrès des délégués par corporation, régionale, nationale, et intercorporatifs sous le mot d'ordre : la direction des luttes ouvrières par les travailleurs eux-mêmes ;

— Mise au service des luttes ouvrières, décidées par les travailleurs eux-mêmes, des organisations syndicales qui doivent appartenir aux travailleurs et non aux bureaucraties usurpatrices ; — Organisation de la défense des luttes ouvrières par la permanence et la généralisation des piquets de grève jusqu'à leur transformation en milices ouvrières des masses en lutte ;

Pour :

— L'exercice libre du droit syndical sur le lieu du travail ;

— le retour aux quarante heures et à la semaine de cinq jours ;

— le contrôle par les comités de l'embauche et de la débâche ;

— le contrôle ouvrier sur la production par les Comités ouvriers ;

— la lutte contre la vie chère par l'échelle mobile des salaires et la limitation des profits capitalistes ;

— la nationalisation des industries, des banques, des trusts d'engrais.

Dans cette voie, le redressement du mouvement ouvrier est possible, la lutte contre la préparation à la guerre prend toute sa signification. Dans cette voie, il est possible de classer les directions syndicales faillies en commençant par la direction des sections syndicales d'entreprises.

Engagée résolument dans la lutte, l'avant-garde révolutionnaire se présente composée de seuls militants s'opposant réellement à la désertion des syndicats par les travailleurs découragés, désabusés.

Le P.O.I. sera à l'avant-garde pour souder à nouveau les exploités dans un bloc de classe. Le P.O.I. et l'I.S.R. multiplieront dans ce sens leurs initiatives d'unité d'action des organisations ouvrières à commencer par celles qui se déclarent oppositionnelles.

Engagés dans cette voie, les ouvriers avancés comprendront que leur lutte nécessite la construction d'un parti révolutionnaire nouveau du prolétariat : ils rejoindront les rangs de la section française de la IV^e Internationale : le Parti Ouvrier Internationaliste.

Bordeaux

Les JSR et les JSOP se sont mis d'accord pour constituer un Comité de défense de la Jeunesse ouvrière. Ce Comité a adressé une circulaire à toutes les organisations de jeunes ouvrières ou ouvriers de gauche, les invitant à rejoindre le Comité.

1^o Pour la défense des jeunes contre la régression sociale (décrets-lois Reynaud) ; 2^o pour la lutte contre la guerre sur les mots d'ordre internationalistes.

Le développement des JSR est en bonne voie à Bordeaux.

TROIS MEETINGS

Le 5 décembre, grand meeting du P.C.; le 26 novembre grand rassemblement de la CGT contre les décrets-lois; le 26, au soir, meeting SFIO. Dans ces trois grands rassemblements de masse, une claire volonté de lutte, mais endiguée par les chefs opportunistes, et qui reste ainsi sans directives.

Strasbourg

Le groupe du P.O.I. de Strasbourg vient de sortir imprimé le n^o 5 de son journal Die Rote Fabine. C'est un succès important. Le journal est bien accueilli et son article leader a été édité en tract.

Nos camarades passent à la construction d'une section du SISL. Leur influence se développe malgré la répression de plus en plus violente dans cette région frontalière. A signaler une crise considérable dans le P.C., qui se refuse à suivre entièrement la ligne « belliste » de l'Humanité.

ARRACHEZ MUNIS ET CARLINI

L'unité d'action avec le P. S. O. P.

(Suite de la page 1)

La grève est essentiellement la réponse de milliers de travailleurs à la réaction patronale et aux décrets-lois gouvernementaux, quelle que soit l'utilisation que les bureaucraties d'union sacrée veulent en faire. Limiter la grève à 24 heures, c'est briser la lutte ouvrière, conduire le mouvement à la défaite. Interdire l'occupation des lieux de travail, c'est condamner la grève à la défaite, favoriser les manœuvres des patrons et des jaunes.

Il faut organiser des comités permanents de délégués d'usine, d'entreprise, de bureau, établir la liaison des comités avec les cartels d'organisations ouvrières des quartiers correspondants ; préconiser immédiatement la convocation de congrès régionaux des délégués des grandes fédérations d'industrie, préface à un congrès national de délégués, comme moyen d'appuyer efficacement, sur la base des entreprises, le mouvement de protestation de la CGT.

Soutenir les mouvements d'occupation des usines qui s'étaient alors déclenchés en préconisant immédiatement et comme premier pas vers la grève générale l'extension de la grève aux entreprises similaires de la région.

Préconiser la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction des revendications ci-après :

— Retour intégral aux conquêtes sociales de juin 36 : 40 heures, 5x3, délégués ouvriers, conventions collectives, congés payés.

— Echelle mobile des salaires et des heures de travail sans diminution du salaire.

— Contrôle de l'embauche et du débouchage par les comités d'entreprises.

— Abrogation des décrets-lois.

5) Rédiger une protestation publique et motivée et organiser une campagne contre les menaces de dissolution du PC, préface à l'interdiction de toutes les organisations ouvrières.

Nous estimons que sur cette base révolutionnaire, le front unique des organisations pouvait intervenir dans la préparation de la grève générale et infuser sensiblement sur les ouvriers d'avant-garde. Nous n'avons malheureusement pu aboutir à presque rien, il faut bien le dire. Et il faut aussi en signaler quelques raisons. Les délégués de l'Union anarchiste firent savoir qu'ils étaient contre la constitution du Front unique projeté, contre le vote d'une protestation contre les menaces de dissolution éventuelle du PC, pour la limitation de l'action au soutien pur et simple des mots d'ordre de la CGT. On entendit même 2 délégués de l'U.A. faire la déclaration suivante : « Au fond, la dissolution du PC sera un bien pour la classe ouvrière (sic). Il n'est pas mauvais que la classe ouvrière prenne un bain d'illégalité pendant quelques mois ».

Nous savons bien d'ailleurs que beaucoup de camarades anarchistes ne partagent pas des opinions aussi scandaleuses; conséquence logique pourtant hélas ! de la politique faite de sectarisme, d'aventurisme et d'opportunisme combinés que certains dirigeants de l'U.A. imposent depuis des mois à leur organisation. Mais quel fut le résultat de ces déclarations ?

Les camarades délégués du PSOP nous déclarèrent en substance :

« Nous ne pouvons faire d'action commune avec vous sans l'U.A. »

La bonne méthode n'aurait-elle pas été au contraire, en organisant l'action commune, même plus réduite, de convaincre dans les faits les camarades de l'U.A. que leur méthode, à eux, était fautive et préjudiciable aux intérêts ouvriers.

Un autre fait témoigne, lui, de l'erreur pratique qu'il y a à ne pas constituer entre les organisations participantes un Comité permanent de front unique, et de la méfiance quelque peu bureaucratique de la direction du PSOP envers le P.O.I. Il avait été finalement décidé, sur l'initiative précise du camarade Cazenave, de réunir les responsables d'agitation régionaux des organisations participantes pour arrêter le travail à faire le jour de la grève. Au jour convenu, les responsables du P.O.I. se rendirent à la réunion. Après une longue attente, ils s'entendirent annoncer par un camarade responsable du PSOP « qu'il n'y avait pas de réunion ; qu'il y avait eu... malentendu ». Ce n'est pas sérieux ! La conséquence en fut que chaque organisation dut se borner à faire son travail propre, au lieu de l'action commune, qui aurait eu une ampleur et surtout une portée politique bien plus grande sur les ouvriers d'avant-garde.

Nous n'écrivions pas pour le plaisir d'épingler des faits. Nous le faisons, parce que de ces faits nous pouvons, sans, tirer des conclusions très importantes. Par de telles méthodes, on n'arrivera jamais à créer cette armée ouvrière impérieusement exigée par toute la situation : un parti marxiste d'avant-garde.

C'est ce que comprennent bien, en nombre croissant, les militants du PSOP. Eux, ils répondent favorablement à notre volonté d'unité.

Nos sections développeront avec eux la lutte pour la fusion, et la claire discussion du programme.

A LA MORT !

Notre vaillant camarade Munis, sous la terreur sans précédent de la Guépéou Staline-Négrin, a fièrement et héroïquement défendu le drapeau de la IV^e Internationale, devant l'Inquisition de Moscou transporté à Barcelone.

C'est ce qui résulte de l'acte d'accusation qui analyse ses déclarations. Voici quelques extraits de ce document :

« Déclaration de Manuel Fernandez Grandizo (Munis) :

« Il se considère comme le responsable principal de toute l'activité déployée en Espagne par la section bolchevik-léniniste, adhérent à la Quatrième Internationale, de laquelle il recevait des directives de travail ; que le travail de cette organisation a été dirigé par le déclarant, comme secrétaire général et par Adolfo Carlini et Kiesel, membres dirigeants. »

« Et voici l'accusation capitale : « Attendu qu'il est certain que les directives de la Quatrième Internationale leurs indiquaient de diriger leurs efforts pour la constitution d'un front unique prolétarien, luttant de cette manière contre le Front Populaire et son Gouvernement. »

Le document, outre la constatation, est un tissu de faux et de stupidités. Le provocateur Max-Joan a eu pour mission de faire inculper nos cama-

rades d'assassinat et de terrorisme, accusation grotesque et ignoble, imitée de la cuisine de Moscou.

Le but de la provocation est clair : les agents du Guépéou ont fait disparaître le capitaine Narvitch, puis ils ont inventé toute une mise en scène, pour tenter de faire croire que cet officier des brigades avait été victime d'un attentat terroriste. Les mêmes qui ont tué, accusent ! C'est le gangstérisme le plus complet.

Ne trouvant rien qui puisse en quoi que ce soit justifier ses accusations de terrorisme, la Guépéou forge des déclarations de toutes pièces.

C'est ainsi qu'elle fait dire au témoin Zanon, lequel a fait une rétractation publique, indiquant que ses premières déclarations lui furent extorquées par l'inquisition policière, que les directives reçues de la Quatrième Internationale de Paris (sic) étaient les suivantes : « Employer la tactique terroriste, procéder à des attentats individuels et provoquer des grèves armées. »

La sinistre police de Négrin-Staline est obligée de forger des faux, pour nous accuser d'un terrorisme inexistant.

Le terrorisme, c'est la Guépéou qui l'exerce dans toute son ampleur contre nous. C'est le Guépéou qui a assassiné Reiss, Nin, Berneri, Wolf, Rudolf Klément.

Le coup fait, les criminels poussent l'audace jusqu'à retourner le crime contre les victimes.

Mais nos camarades Munis, Carlini ont su courageusement faire front à l'Inquisition stalinienne.

Après sa déclaration politique concernant sa fidélité à la politique bolchevik-léniniste, qui est conforme au marxisme, à l'action de masses et qui repousse la terreur individuelle, Munis a repoussé vigoureusement les accusations staliniennes.

Il a déclaré « qu'il considérait le capitaine comme un provocateur, c'est-à-dire qu'il était l'espion ou l'agent de la police ou du gouvernement », « qu'il croyait aussi que le Commissaire politique Joan ou Max était un espion et que le terroriste c'était lui » Puis Munis donne des raisons, des faits, des dates qui montrent qu'il n'a pu participer au soi-disant attentat terroriste.

Il est typique que la Guépéou qui a saisi une foule de documents, qu'elle énumère, ne trouve dans aucun l'ombre d'une preuve de « terrorisme individuel ».

Sur ce point, les déclarations fantaisistes qui avaient été arrachées à Zanon par le terrorisme policier, sont rétractés non seulement par les faits, mais par l'intéressé lui-même. Et l'ac-

te policier note une ligne vague : « Il aurait été décidé d'employer la tactique terroriste ». Quand, comment, par quel moyen, par qui ? Une organisation terroriste a des instructions. Cela laisse des traces. On peut lui imputer des faits.

Les faits donnés par le Guépéou contre la 4^e Internationale se résument par le néant.

En revanche, on ne compte plus les crimes terroristes anti-ouvriers de la bande de Staline, lequel ne nous accuse de terrorisme que pour mieux couvrir sa bande, selon le procédé classique des gangsters.

De même que le procès contre le POUM, à vu l'écrasement complet de l'accusation immonde d'espionnage, de même le procès Munis-Carlini marque l'effondrement complet de l'accusation de terrorisme.

C'est aujourd'hui un devoir impérieux pour tout ouvrier, tout militant, de nous aider à démasquer les crimes de Staline-Négrin. La SIA, le SISL, le PSOP, l'U.A., toutes les organisations qui veulent débarrasser le mouvement ouvrier de la police totalitaire du Kremlin, doivent avec nous exiger la libération de Munis-Carlini.

Ils doivent prévenir par leur action les nouveaux crimes staliniens, en Espagne, en France, dans le monde.

Une perle du bourrage de crâne pour la préparation à la guerre

Au plus fort de la tension européenne de septembre, afin de réchauffer l'enthousiasme des masses, chacun pouvait lire dans le journal stalinien d'Algérie, l'affirmation suivante :

« Les Arabes de Palestine, comme ceux du monde entier ne sont pas près d'oublier les heures sombres, ni la barbarie effroyable que les aïeux d'Hitler les Vandales de l'ancien Empire germanique, ont fait régner sur les populations Nord-Africaines. Faut-il rappeler toutes les monstruosité dont ils s'illustrèrent à l'égard de nos ancêtres ? Vandale, synonyme de ravageur et de sanguinaire, suffit à lui seul pour en donner une idée terrifiante. »

(Lutte Sociale, du 24-9-38).

C'est signé Ben Ali Boukkort et ça fait l'objet d'un article. Engager les Arabes à aller se faire casser la gueule sous prétexte qu'ils ne doivent pas oublier que les Vandales ont persécuté leurs ancêtres, c'est avoir un fier culot, surtout quand on sait que les Vandales sont venus en Afrique vers l'an 420, que Mahomet vécut vers l'an 625, donc, que les Arabes occupèrent l'Afrique du Nord plus de 200 ans après le passage des Vandales !

De plus, les historiens prétendent que les Vandales, installés entre la Vistule et l'Oder (Pologne) étaient originaires des bords de la mer d'Azov... qui se trouve en Russie. Quant à l'Empire Germanique du 4^e siècle... mieux vaut ne pas en parler.

Nous allons sûrement mériter le titre de bons serviteurs d'Hitler que nous décernera le « Grand Parti Communiste d'Algérie » qui veut faire payer aux Allemands actuels des dévastations commises il y a 1500 ans, mais si Boukkort tient à venger ses ancêtres, il faudra peut-être qu'il aille chercher les responsables de la barbarie qu'il dénonce dans l'actuelle URSS. Nous ne l'y suivrons d'ailleurs pas, car avec un raisonnement aussi simpliste que le sien les peuples n'auraient plus le temps de faire autre chose que de s'entre-tuer tellement ils ont tous été, plus ou moins, les victimes de ravageurs et de sanguinaires.

Pour nous, révolutionnaires, il est une catégorie de ravageurs et de sanguinaires que nous connaissons bien, et ceux-là, mon vieux Boukkort, tu n'auras pas la peine d'aller les chercher en Allemagne ou dans la préhistoire ; ton parti communiste, alors qu'il n'était pas encore Staliniens, savait les démasquer : les fellah et les ouvriers algériens qui subissent encore une exploitation digne du Moyen-Age te les montreront !

P.S. — Le grand Larousse dit que « la réputation de dévastateurs des Vandales est due à leurs persécutions contre les Catholiques Orthodoxes ». Boukkort a-t-il pensé à la politique de la main tendue en écrivant son article ?

SAMOUD.

Lettre des Bolcheviks-Léninistes d'Espagne

Extrait d'une lettre du Comité bolchevik-léniniste d'Espagne, transmise par le Secrétariat de la IV^e Internationale :

« La date du procès n'a pas encore été fixée, mais on peut s'attendre à ce qu'il ait lieu dans la première moitié de décembre. Il est probable que le procès sera « public ». C'est un succès pour les accusés et pour la IV^e Internationale qui a tout intérêt à ce que les séances du procès soient publiques. Mais cela impose un devoir à toute l'organisation internationale. Parmi tous les procès qui passent devant le tribunal d'espionnage et de haute trahison, après le procès du POUM, c'est le seul qui passera la porte ouverte. Il est certain que les staliniens vont se livrer à propos de ce procès à une campagne de calomnie contre les accusés, contre le groupe BL d'Espagne, et à travers lui contre la IV^e Internationale. On peut s'attendre à la répétition des ignobles campagnes qui ont suivi le procès de Moscou et aussi dernièrement le procès du POUM. Il est vrai que la mise en scène du procès est plus difficile pour la Guépéou à Barcelone qu'à Moscou. Elle a affaire non à des loges humaines réduites à l'impuissance, mais à des éminents représentants de la IV^e Internationale qui profiteront du procès public pour développer devant le tribunal le programme international des bolcheviks-léninistes.

La justice Staline-Négrin-Comorera aura à faire à des militants éprouvés, forgés dans le feu de la guerre civile contre le fascisme, durcis au front et aussi à l'arrière dans la lutte contre la répression stalinienne.

Nous pouvons faire confiance à la force morale des accusés, bien qu'ils

seront devant une salle hostile, qu'ils mobiliseront toute leur presse, afin de créer une atmosphère de pogrome.

Il est évident que c'est la même main qui a orchestré et organisé la sanglante répression après mai 1937 à Barcelone, qui a organisé l'assassinat de Erwin Wolf, de Moulin, de Nin, de Landau, qui a fait disparaître Léon Sedof et Klément, qui organise le procès de Munis-Carlini. C'est la même main dans le sens peut-être littéral du mot, ce sont peut-être les mêmes hommes. En tout cas, la marque y est. On fabrique des faux, on extirpe des fausses déclarations des plus faibles (Zanon), on dicte des déclarations contre d'autres camarades et contre l'organisation internationale, et contre l'organisation internationale, qu'on veut charger des attentats conçus dans les têtes des provocateurs du Guépéou.

Le groupe bolchevik-léniniste d'Espagne a reçu des terribles coups et sa faiblesse ne lui permet pas actuellement d'organiser une vaste campagne ici. Certains de ces membres, comme Fauconnet, Antonio Vidal (ce dernier tué entre Azurra et Puebla de Albornot l'année dernière pendant l'attaque de Belchite), et d'autres, ont péri au front. Cid est tombé pendant les journées de mai sur les barricades à Barcelone ; Moulin, Wolf assassinés par les staliniens.

Malgré les difficultés à travers les organisations ouvrières de masse, les bolcheviks-léninistes d'Espagne sont intervenus et interviennent, propageant les mots d'ordre de l'organisation internationale.

En attendant, encore une fois au secours de Munis-Carlini !

Pour le Comité du Groupe Bolchevik-léniniste d'Espagne :

C...

Bulletin d'Adhésion au P.O.I.

Pour la lutte contre les décrets-lois.
Pour l'action de classe contre la bourgeoisie.
Pour le front unique des travailleurs contre l'offensive capitaliste et fasciste.

Je donne mon adhésion au PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (Section française de la IV^e Internationale).

Nom

Adresse

Je m'inscris pour un abonnement à LA LUTTE OUVRIÈRE, organe du P.O.I. (un an, 30 fr.; 6 mois, 16 fr.) versé au compte chèque postal Rousset 2247-23 Paris.

Signature :

A retourner à « La Lutte Ouvrière », 15, Passage Dubais, Paris (10^e).

Une brochure à répandre éditée par les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune

Prix : 1 fr.

Commandes aux Publications Populaires

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubais, Paris

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

| | |
|---|---|
| La révolution trahie (1937) .. 18 | > |
| L'Internationale communiste après Lénine (1928) .. 24 | > |
| La Révolution Permanente .. 24 | > |
| La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov .. 3 | > |
| Où va la France ? .. 7 50 | > |
| La seule Voie (1932) .. 2 | > |
| Problèmes de la Révolution allemande (1931) .. 2 50 | > |
| Vie de Lénine (T. I) .. 16 | > |
| La leçon de l'Espagne, dernier avertissement .. 1 | > |
| Les Crimes de Staline .. 20 | > |

| | |
|---|---|
| Wullens-Rosmer-Serge : l'assassinat de Reiss .. 7 | > |
| D. Guérin. Fascisme et grand capital .. 1 | > |
| J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ? .. 1 | > |
| J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917 .. 2 | > |
| Lénine. Le krach de la II ^e Internationale .. 4 | > |
| Lénine. L'Etat et la Révolution .. 4 50 | > |
| Lénine. K. Marx et sa doctrine .. 2 50 | > |
| Marx et Engels. Manifeste communiste .. 2 | > |
| Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l' I. C. .. 20 | > |
| A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre .. 36 | > |
| C. Naville. A. Glide et le Communisme .. 5 | > |
| L. Sedof. Livre rouge sur le procès de Moscou .. 2 | > |
| Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses .. 0 50 | > |
| Que peut le P.O.I. ? .. 1 | > |
| (par 10 exemplaires) .. 8 | > |
| D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs. | > |

| | |
|--|---|
| P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50. | > |
| M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr. | > |
| K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs. | > |
| Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918). | > |

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail

UNE LOI BARBARE CONTRE LES IMMIGRES EN FRANCE

Le Parti vient de publier la première brochure de propagande de la collection « Le Tract », intitulée « Une loi barbare contre les immigrés en France ». Cette brochure contient une analyse du décret Daladier-Sarraut, des explications sur le rôle du prolétariat immigré en France, sur la politique de la bourgeoisie contre les étrangers, sur la préparation à la guerre, ainsi que le programme revendicatif du P.O.I. en faveur des travailleurs immigrés.

Au prix de 0 fr. 50, la brochure est facilement accessible à tous. Nous invitons nos amis à la répandre largement car elle est particulièrement actuelle, en ce moment.

(Par 10 exemplaires : 4 fr.)

Commandes aux PUBLICATIONS POPULAIRES, c. p. Naville 1333-80, Paris.

Le succès de la fête de « Révolution »

600 personnes se pressaient Salle Susset

La fête de Révolution, le 10 décembre, a connu un magnifique succès. Plus de 600 entrées ont été comptées. Le spectacle avait été mis au point minutieusement par notre camarade E. Decrouz, selon l'ordonnance précédemment annoncée.

Résumons brièvement tout ce qui fut présenté au public, une grande majorité de jeunes, dans l'enthousiasme : « Souvenirs d'enfance de Préner », récités par Decrouz, un poème de Rimbaud, par J. Philippe ; la Chorale J. S. R., et la très sympathique chorale de nos amis des Auberges, pleine de fraîcheur, qui d'ailleurs danse aussi avec entrain. Les frères Marc, bissés, et « la paix en carton » de Decrouz, joués par une nombreuse troupe. Le chansonnier Grello, et combien d'autres encore.

La fête se termina par un bal. Notons la bonne ordonnance de tout le spectacle. Le camarade Stève avait prononcé une allocution en faveur de Révolution, le journal de combat de la jeunesse travailleuse.

Ce qu'il faut lire

UNE BROCHURE DE LENINE

Nous recommandons chaudement, en particulier aux camarades Jeunes, la lecture du petit recueil de Lénine, intitulé « De la Jeunesse », (1 vol., 5 fr.)

Il est composé d'extraits d'articles et de discours de Lénine entre 1895 et 1923, qui portent sur tous les aspects du problème de la jeunesse dans le régime capitaliste : régime de l'instruction publique, problèmes de l'instruction militaire, situation à la campagne, organisation des jeunes exploités, participation aux luttes prolétariennes, etc.

On y trouve en particulier l'admirable discours de 1920 au Congrès de la Fédération des Jeunes Communistes russes.

Chacun de ces extraits de Lénine, le grand éducateur de la jeunesse travailleuse, est une merveille d'analyse concrète, d'attention aux questions immédiates, d'énergie optimiste, de finesse et de bonhomie. Pas de schématisme ou de verbiage : tout se termine par des directives pratiques, une étude soignée des méthodes de réalisation. Un livre à répandre !

LES OEUVRES DE KAUTSKY.

Pour compléter l'article de Trotsky sur Kautsky, publié dans ce numéro, nous donnerons ici quelques indications bibliographiques. Nous ne mentionnons que les traductions françaises qu'on peut se procurer, soit dans le commerce, soit dans des bibliothèques.

« Le Programme socialiste » est un bon résumé du capital de Marx et de l'ensemble du matérialisme historique, utile aux jeunes, et qui d'ailleurs était un manuel d'éducation de plusieurs générations socialistes (y compris les bolcheviks).

Dans La Question agraire (Tome I), on trouve un exposé systématique (le seul qui existe) des conceptions marxistes sur la question agraire. C'est le livre qui a servi de base aux études de Lénine sur la Russie agraire entre 1895 et 1905... La Lutte de classes en France en 1879, écrit avec la collaboration active d'Engels, est un petit livre excellent sur les causes et les forces motrices de la révolution française.

Le chemin du Pouvoir (1912), dernière œuvre marxiste de Kautsky, s'étend sur l'impérialisme et la guerre qu'il engendre. Dans ces ouvrages de Kautsky, les militants du Parti ouvrier trouveront encore aujourd'hui une excellente source d'enseignements historiques, économiques et sociaux. — V.

Service d'Information et de Presse

Le Service de Presse et d'Information (S.I.P.) édité par le secrétariat international de la IV^e Internationale, reparait régulièrement chaque semaine. Les numéros 1 et 2 sont sortis.

Le S.I.P. apporte à tous les militants à toutes les organisations et journaux une documentation sur le mouvement ouvrier international contrôlé. Il a des correspondants dans tous les pays du monde.

Prix du numéro, quel qu'en soit l'importance : 1 fr. — Abonnements : 1 an, 25 fr., 6 mois, 13 fr. — Adresser toute la correspondance S.I.P., Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse, Paris. Provisoirement, adresser les abonnements au c.c. postal de la « Lutte Ouvrière », en mentionnant : S.I.P.